

Pour en finir avec les illusions de la protection (nucléaire) américaine

Dans une tribune publiée dans un journal américain le 2 novembre dernier, la ministre de la défense allemande, Annegret Kramp-Karrenbauer dite AKK, a déclaré : « il est temps d'en finir avec l'illusion d'une autonomie stratégique européenne : les Européens ne seront pas capables de remplacer l'Amérique dans son rôle de fournisseur de sécurité ». Cette tribune a suscité un malaise en France, pays à l'origine du concept d'autonomie stratégique, et qui, depuis 2016, semblait avoir réussi à convaincre ses partenaires européens de son bien-fondé.

Toutefois la déclaration de la ministre laisse perplexe, car l'on n'est pas sûr de comprendre à quelle « autonomie stratégique » elle se réfère exactement.

S'agit-il uniquement de l'autonomie dans le domaine de la dissuasion nucléaire ? On pourrait le penser car elle affirme, dans le même texte, que : « l'Amérique et l'Europe doivent pleinement accepter la réalité d'une dissuasion nucléaire américaine permanente sur le continent européen » et que « cela signifie que (les États-Unis) doivent maintenir l'Europe sous leur parapluie nucléaire dans l'avenir proche ». L'Allemagne, quant à elle, « doit prendre d'urgence la décision de rester dans le cadre du programme de partage nucléaire de l'OTAN et affecter rapidement les moyens budgétaires et militaires nécessaires afin de rester un partenaire nucléaire fiable ». Il s'agirait donc d'un discours tout à la fois destiné à rassurer l'allié américain et, « avec un œil sur les élections de 2021 », d'une prise de position énergique en faveur des armes nucléaires, élément fort de différenciation entre la CDU et le SPD.

Néanmoins, cette affirmation est troublante. D'abord, elle omet les forces nucléaires britanniques et françaises, dont la contribution à la défense de l'Alliance atlantique est consacrée depuis la déclaration d'Ottawa de 1974. Ce n'est pas un détail. Ensuite, la crédibilité de la dissuasion nucléaire américaine pour la protection de l'Europe n'est plus ce qu'elle était durant la guerre froide. Techniquement, elle repose toujours sur les bombes nucléaires à gravitation des années 1960 qui doivent être larguées à une vingtaine de kilomètres de leur objectif¹. Autant dire qu'elles n'ont quasiment aucune chance d'atteindre le sol russe compte tenu de l'efficacité des défenses anti-aériennes dont dispose ce pays. En supposant que la menace d'une invasion de l'Allemagne par la Russie ne soit pas une menace fantôme, la seule possibilité d'une dissuasion de type « dernier avertissement » serait pour l'Allemagne de disposer de missiles de croisière à tête nucléaire, que pour l'instant la France est seule à détenir en Europe. La seule valeur des bombes nucléaires américaines est politique. Enfin, AKK considère comme acquis l'engagement nucléaire automatique de

¹ La distance maximale atteinte par une bombe nucléaire française à gravitation après largage était de 26 km. Cf. La dissuasion nucléaire française en action – Philippe Wodka-Gallien (Decoopman. Nov 2019).

Washington. Or rien n'est moins sûr, dès lors que les intérêts vitaux américains ne seraient pas menacés. C'est du reste parce qu'il ne croyait pas dans l'automatisme de cet engagement que le général de Gaulle a tenu à ce que la France ait sa propre force de frappe. Et c'est la raison pour laquelle Emmanuel Macron a proposé à ses partenaires européens d'engager un « dialogue stratégique » à ce sujet. Manifestement ce dialogue n'intéresse nullement AKK, dont acte.

Mais il y a une autre interprétation possible de ces propos : le refus pur et simple de toute autonomie stratégique européenne, entendue comme la capacité pour l'Union européenne de décider et d'agir en matière militaire, avec ses partenaires lorsque c'est souhaitable, et seule lorsque c'est nécessaire. Si tel est le cas, alors il faut tout arrêter, aussi bien le processus de la « boussole stratégique » lancé par la présidence allemande, que la volonté de faire de l'Union un acteur « géopolitique ». Car, si l'ambition est de « reconnaître que, pour le futur prévisible, nous resterons dépendants (des Américains) », il n'y aura jamais d'accord entre Allemands et Français. Est-ce bien cela qu'a voulu dire AKK ? Dans quelle mesure ces propos reflètent-ils la position du gouvernement allemand ? Du peuple allemand ?

Au début de toute action il y a l'intention. L'intention est-elle vraiment de construire une Europe capable de se défendre et de défendre ses citoyens ? Il est indispensable d'être clair, car pour un tel projet il faut qu'il y ait une convergence des intentions et que la détermination des acteurs soit sans faille. Certes, le cap peut varier en fonction des dépressions, mais il faut qu'il y ait au moins accord sur la direction du voyage et le port d'arrivée. Pour cela il faudra que dirigeants européens, au premier rang desquels les Allemands et les Français, soient capables de sceller, loin des micros et des caméras, un pacte indissoluble. Nous n'y sommes pas encore. La déclaration d'AKK aura eu néanmoins le mérite de montrer que les Français n'ont pas le monopole des déclarations fracassantes ... qui soulèvent les bonnes questions.

Patrick Bellouard
Président d'Eurodéfense France
Bruxelles

Frédéric Mauro
Chercheur associé à l'IRIS
Avocat au barreau de